

Les Légions de la liberté

par un de nos

ENVOYÉS SPÉCIAUX
GEORGES SORIA

Le 19 juillet, à 4 heures du matin, l'Espagne est déjà en feu. Le canon commence de tonner, la nouvelle de la révolte militaire est connue : il y a dans les centres des organisations ouvrières où depuis des jours les travailleurs sont vigilants, un moment d'angoisse.

Je me trouve alors à Barcelone, depuis la veille, où j'ai déjà pu assister, mêlé à la foule fraternelle des syndiqués, à ces nuits qui commençaient à neuf heures dans l'exaltation précédant les combats et qui laissaient au petit matin absolument saouls de fatigue ces hommes qu'attendait leur travail quotidien.

Tous ces braves, montant une garde vigilante et prêts à se lancer dans la bataille, disposent seulement de quelques armes, des revolvers, des fusils de chasse qu'ils ont emportés avec eux. Ils sont accourus comme cela de tous les côtés, plusieurs sont même venus avec des fourches.

La sédition militaire du Maroc éveille le samedi soir, la méfiance du Gouvernement. L'état de guerre est proclamé. Les ouvriers demandent des armes. Le Gouvernement refuse encore d'en donner. Il est sept heures du soir : les membres du Cabinet hésitent, refusent. A minuit, les ouvriers sont toujours armés de fourches ou de pistolets de fortune : il n'y a point encore de milices antifascistes. Le Cabinet refuse toujours de livrer des armes aux syndicats. A Madrid, s'engage alors entre les dirigeants des organisations ouvrières et les milieux du Gouvernement un tragique et bref dialogue :

— Nous ne voulons pas armer, ce n'est pas grave.

— C'est, au contraire, très grave. Si vous n'armez pas le peuple, le peuple s'armera lui-même.

Le même colloque s'engage partout, et il y a déjà dix heures que les rebelles du Maroc ont fomenté leur coup. Va-t-on laisser les troupes débarquer? Et si la révolte s'étend?

Il est trois heures. Le Gouvernement de Madrid se rend aux raisons des partis ouvriers : on livre des armes au peuple.

La révolte éclate partout à quatre heures.

Il était temps.

Les milices antifascistes désormais sont nées.

J'ai vu leur levée en masse en Catalogne. C'est quelque chose d'inouï. En moins de trois heures, elles se sont constituées, sans cadres, il est vrai, mais solides. Tous les éléments y voisinent, socialistes, communistes, anarchistes, républicains. Et c'est alors au coin des rues, avec les armes, les mausers, les pistolets que le Gouvernement a mis à leur disposition, la bataille de rues, tragique, héroïque, meurtrière, cruelle.

Partout, les miliciens sont au premier rang. Ils sont à Barcelone plus de 10.000. Toutes les actions d'éclat, ce sont eux qui s'en couvrent, tous les actes de gloire sont par eux commis. Devant la caserne du côté du Port, les miliciens ont chargé des mutins, poitrines nues, et ont essuyé les feux de salve des canons! Ils roulent dans les rues, au hasard des remous : ce ne sont encore que des combattants héroïques, qui n'ont de la stratégie et des problèmes qui se posent en temps de guerre — ce n'est plus la guerre civile — qu'une idée très vague. Les miliciens ne sont point encadrés. Ils font seulement le coup de feu au coin des rues. Et c'est miracle que jusqu'ici ils aient opposé avec succès aux balles de l'adversaire, leur belle et impétueuse indiscipline.

Mais les jours passent. Un ordre nouveau est né : il faut veiller dessus. Companys, président de la Generalitat, a vu quel instrument précieux il avait sous la main : il reconnaît aux milices du peuple une existence officielle. Les ouvriers en armes ont appelé leurs formations :

Milicias Antifascistas de Espana.

Et le rôle de ces milices, tout d'abord limité à la défense de la ville, prend de



Le repas des jeunes miliciens. Des jeunes filles s'affairent autour d'eux.



Ci-dessus : Les bataillons de miliciens populaires, à Barcelone, partent au combat.



Devant une permanence du Front Populaire, les volontaires se présentent en masse pour être armés et enrôlés dans les milices. (Ci-contre à gauche.)

jour en jour une dimension plus grande. Le territoire est en maints endroits aux mains des rebelles. Les milices vont partir pour repousser l'ennemi. Et ce sont alors les admirables journées du départ des colonnes pour Saragosse. Perez Farras, l'héroïque commandant des *mozzos de squadra*, qui en octobre 1934 avait refusé de se rendre et qui pour cela avait été condamné à mort (mais en réchappa), est nommé commandant des forces populaires. L'ennemi est à Saragosse : il faut aller le culbuter dans sa place forte.

J'ai vu passer sur la place de Catalogne les volontaires ouvriers qui se ren-

daient à Saragosse. Il en partait tous les soirs. Je voudrais dire ici l'émotion que j'ai ressentie à voir retracée dans ses grandes lignes une fois de plus, l'histoire de tous les combattants de la liberté. Un peuple de jeunes gens vêtus de blouses bleues, défilait sous nos yeux. Visages farouches, masques énergiques. Nos sans-culottes revivaient dans ces bataillons familiaux où femmes, hommes et enfants partageaient une même fraternité.

Il y avait là des ouvriers de toutes conditions, nu-pieds ou chaussés d'espadrilles. Le défilé s'ouvrait seulement vers le soir. Mais toute la journée, place de Catalogne, ne cessait de régner une animation extraordinaire. Les usines His-

pano forgeaient pendant ce temps des blindages d'occasion : il ne fallait point affronter l'ennemi avec des armes inadéquates. L'hôtel Colon, de fameuse mémoire, avait été transformé depuis en casernes et les miliciens y venaient prendre leurs munitions et vivres.

Je me souviens qu'un jour, je ne sais plus lequel, de Saragosse étaient arrivés des nouvelles dont le vague n'était pas très rassurant. On parlait de centaines de morts, on se passait les chiffres des forces rebelles; il était question des mille hommes de troupe, armés, équipés de leur régiment d'artillerie lourde, de leur section de mitrailleuses, de deux régiments de fantassins : en somme me toutes informations de nature à rassurer les plus braves. Deux heures avant le départ, j'entendis répéter par des miliciens que l'on avait fait demander dans les hôpitaux des milliers de lits pour hospitaliser les blessés : il n'y eût pas dans les rangs des combattants un seul instant d'hésitation : deux heures après, on avait enregistré des centaines de départs pour Saragosse, et lorsque le onze heures et demie du soir, le départ eut lieu, il n'y avait plus assez de miliciens pour transporter les volontaires.

Je me souviendrai toujours de ces miliciens fonçant sur les premières lignes ennemies, alors qu'ils se savaient condamnés. C'était dans la Guadarrama, la semaine passée, sur un des fronts où le combat faisait rage. La lutte avait été terrible. Il fallait à tout prix reprendre la position aux insurgés. Six heures du soir. Des centaines de morts de notre côté. Nos miliciens partaient en tirailleurs clairsemés entre les arbres. Des grenades et le pilonnage de l'artillerie faisaient parmi eux de terribles ravages : d'autres hommes suivaient, à qui d'autres succédaient. Ce fut ainsi pendant toute l'attaque que des crêtes du Léon.

Quand les hauteurs furent prises, il n'y avait plus une seule place de libre à l'hôpital de Villabe de Callabá.

Il est impossible de dire l'héroïsme de tous ces adolescents, de ces femmes, de ces hommes, de ces moutards de quinze ans, dont l'armée formidable est sous l'autorité du Comité Central des Milices. Le spectacle de ces légions d'enfants qui depuis puis des nuits veillent avec leurs armes et forgent en commun ce qui est leur destin, est absolument fantastique. Le gosse que j'ai vu dans la Guadarrama la tête coiffée d'un casque de campagne, le cou rougi d'un foulard, ne devait pas avoir quatorze ans : il tenait debout, je ne sais quel miracle d'énergie.

Et ce serait ainsi durant des colonnes si l'on voulait décrire le spectacle d'un femmes qui, à l'annonce de la mort d'un des leurs, milicien, lâchent tout, fusil et famille, pour aller venger, fusil à la bretelle, l'enfant mort.

C'est tout un peuple qui est debout! Et qui défend la liberté.